



3 rue Fernand Hainaut  
93407 Saint-Ouen-sur-Seine

---

## **REEMPLACEMENT PARTIEL DES MENUISERIES EXTERIEURES RUE FERNAND HAINAUT**

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX  
MARCHE A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE**

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA)**  
Encadré par l'article R2123-1 du code de la commande publique

---

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (D.C.E.)**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)  
N° DG MAR 24.001.01**

Date limite de réception des offres dématérialisées :  
**Jeudi 23 mai 2024 à 17h00**

DG MAR 24.001.01

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 -OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
1.1- NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS .....	3
1.2- PROCEDURE .....	4
1.3- CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ .....	4
1.3.1- Division en lots et tranches .....	4
1.3.2- Forme du marché .....	4
1.3.3- Marché réservé .....	4
1.3.4- Durée du marché et délais d'exécution .....	4
<b>ARTICLE 2 -ORGANISATION DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
2.1- POUVOIR ADJUDICATEUR .....	5
2.2- INTERVENANTS .....	5
2.3- VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES .....	6
2.3.1- Variantes .....	6
2.3.2- Prestations supplémentaires ou alternatives.....	6
2.3.3- Réalisation de prestations similaires .....	6
2.4- CONDITION DE PARTICIPATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES .....	6
2.5- DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	6
<b>ARTICLE 3 -RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>7</b>
3.1- CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	7
3.2- MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE .....	7
3.3- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	8
3.4- VISITE DES LIEUX D'EXECUTION DU MARCHÉ .....	8
<b>ARTICLE 4 -CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>8</b>
4.1- ÉLÉMENTS NECESSAIRES A LA SELECTION DES CANDIDATURES .....	8
4.2- ÉLÉMENTS NECESSAIRES AU CHOIX DE L'OFFRE .....	10
<b>ARTICLE 5 -JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>10</b>
5.1- JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	10
5.1.1- Critères de sélection des candidatures.....	10
5.1.2- Critères de jugement des offres .....	11
5.1.3- Critère de prix.....	12
5.1.4- Critère de valeur technique .....	12
5.1.5- Synthèse .....	12
5.2- ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	12
<b>ARTICLE 6 -CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 7 -INDEMNITES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 8 -PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 9 -VOIES DE RECOURS.....</b>	<b>15</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

### **1.1- Nature et étendue des prestations**

La présente consultation porte sur les prestations suivantes :

#### **Travaux de remplacement partiel des menuiseries extérieures rue Fernand Hainaut.**

Ces travaux interviennent dans le cadre de la rénovation et de l'aménagement du bâtiment historique de l'école qui a pour objectif d'améliorer son fonctionnement et son efficacité énergétique.

Il s'agit plus précisément de remplacer les 38 fenêtres existantes au 1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> étage de la façade du bâtiment sur la rue Fernand Hainaut telle que présentée ci-dessous et de refaire leurs occultations.



#### **Lieu d'exécution :**

ISAE-Supméca – Institut Supérieur de Mécanique de Paris  
**3 rue Fernand Hainaut**  
**93407 Saint-Ouen-sur-Seine**

A cette fin, l'école souhaite, au travers du présent marché, faire appel à des équipes compétentes aux fins de réaliser lesdits travaux et les prestations en découlant.

La description des prestations et de leurs spécifications techniques sont détaillées dans les documents de la consultation, notamment dans les cahiers des clauses administratives et techniques particulières.

Le titulaire doit avoir recueilli auprès du maître d'ouvrage tous les renseignements pouvant être donnés et nécessaires à une parfaite compréhension des prestations, permettant l'exécution de l'ensemble des prestations du marché sans aucun dommage pour lui.

Il ne saura se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante de tous les éléments décrits notamment dans les dispositions relatives aux cahiers des clauses administratives et techniques particulières.

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

- 45420000-7 - Travaux de menuiserie et de charpenterie

- 45421000-4 - Travaux de menuiserie
- 45421100-5 - Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires

## **1.2- Procédure**

Le marché est passé selon une procédure adaptée encadré par l'article R2123-1 du code de la commande publique dans laquelle l'acheteur a déterminé librement les modalités de la procédure, dans le respect des principes de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est une procédure ouverte avec possibilité de négociation avec les 3 candidats ayant remis les meilleures offres sur la base des critères de jugement énoncés ci-après.

La négociation pourra porter au choix, sur tous les éléments de l'offre (notamment, organisation et méthodologie des travaux, contenu des prix), ou certains de ces éléments voire un seul.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

## **1.3- Caractéristiques du marché**

### **1.3.1- Division en lots et tranches**

Le marché n'est pas alloti. En effet, les travaux objet du présent marché constituent une prestation homogène permettant au titulaire de réaliser l'ensemble des prestations avec une maîtrise des enchainements qui, en cas d'allotissement, peuvent générer des délais et des coûts supplémentaires.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### **1.3.2- Forme du marché**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont traités à prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix global et forfaitaire est détaillé dans le document intitulé « Décomposition du prix global et forfaitaire » (DPGF).

### **1.3.3- Marché réservé**

Le marché n'est pas réservé au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L2113-12 à L2113-16 du Code de la commande publique.

### **1.3.4- Durée du marché et délais d'exécution**

Le marché est conclu pour une période allant de sa date de notification jusqu'au terme de la garantie de parfait achèvement.

Néanmoins, la réalisation des prestations devra se conformer aux délais d'exécution indiqués dans l'offre du candidat.

À titre indicatif, on peut prévoir que les prestations (période de préparation) commenceront début JUIN 2024, la réception des travaux devra intervenir impérativement avec la fin de l'année 2024, soit le 20 décembre au plus tard.

Le délai estimatif d'exécution des travaux est fixé à 6 mois et demi maximum (période de préparation comprise).

La durée de la période de préparation est fixée à 3,5 mois incluant la commande et le stockage des menuiseries et prenant compte une interruption d'accès au site relative au JO a priori prévue du 15/06 au 15/09/2024.

Le candidat a, néanmoins, la possibilité de présenter dans son offre un délai d'exécution des travaux plus court (article 5.1.4 du présent RC) devant cependant être en cohérence avec la décomposition prévisionnelle en temps d'intervention par phase d'exécution des prestations et la méthodologie employée.

Les délais d'exécution des travaux proposés par le titulaire dans son offre deviendront contractuels à la signature du marché.

## **ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION**

### **2.1- Pouvoir adjudicateur**

L'ISAE-Supméca – Institut Supérieur de Mécanique de Paris est un Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPCSCP), école publique d'ingénierie mécanique et numérique qui forme, dans le cadre de la formation initiale LMD (licences, masters, doctorats) et de la formation continue, des ingénieurs mécaniciens polyvalents de conception et de fabrication, avec un fort volet de recherche notamment industrielle en lien avec les grands groupes et le tissu économique (pme-pmi) dans les secteurs aéronautiques, automobile, transports, énergie...

**ISAE-Supméca – Institut Supérieur de Mécanique de Paris**

**3 rue Fernand Hainaut 93407 Saint-Ouen-sur-Seine**

**Représenté par le Directeur Général de l'école, Monsieur Philippe GIRARD**

### **2.2- Intervenants**

Maître d'ouvrage :	ISAE-SUPMECA 3 rue Fernand Hainaut 93407 Saint-Ouen-sur-Seine	Tél. : 01 49 45 29 00 Email : service.financier@isae-supmecca.fr
Assistant Maître d'Ouvrage	Florence Dalibard 53 boulevard de Sébastopol 75001 Paris	Tél. : 01.45.08.56.08 Email : florence@dalibard.fr
Architecte	Daniel CLERIS 9 rue du Colonel Rozanoff 75012 Paris	tél. : 01.48.78.37.50 Email : contact@cpld.fr
BET TCE	ECB 18, avenue Jean-Jaurès 35400 Saint-Malo	tél. : 02.99.56.73.73 Email : stmalo@ecb35.fr
Économiste	SEREB CONCEPTION 61-65 avenue Gabriel Péri 92600 Asnières-sur-Seine	Tél. : 01 42 70 26 18 Email : sereb.cp@gmail.com
Acousticien	GENERAL ACOUSTICS 159 rue Lafayette 75010 Paris	Tél. : 01 48 03 03 40 Email : bet@general-acoustics.fr
Pilote OPC	O2P 577 rue de la Croix Verte 60600 Agnetz	Tél. : 03 44 27 47 89 Email : sdescateaux@o2p.fr

## **2.3- Variantes et prestations supplémentaires**

### **2.3.1- Variantes**

Les variantes à l'initiative du candidat (article R.2151-8 du Code de la Commande Publique) ne sont pas autorisées. La présente consultation est lancée sans variante à l'initiative de l'acheteur prévue aux articles R2151-9 et R.2151- 10 du Code de la Commande Publique.

### **2.3.2- Prestations supplémentaires ou alternatives**

Le marché comporte une option à renseigner dans le DPGF : Fourniture et pose des stores intérieurs enroulables pour les 38 menuiseries extérieures de la façade est.

### **2.3.3- Réalisation de prestations similaires**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## **2.4- Condition de participation des opérateurs économiques**

Les candidats ont la possibilité de se présenter individuellement ou dans le cadre d'un groupement conjoint ou solidaire dans les conditions prévues aux articles R.2142-19 et suivants du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Toutefois, si le groupement est conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement.

Par ailleurs, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements conformément à l'article R.2142-21 du Code de la Commande Publique
- En qualité de membres de plusieurs groupements conformément à l'article R.2142-21 du Code de la Commande Publique

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € TTC.

## **2.5- Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Sans signature du marché après ce délai, les offres deviennent caduques sans que le candidat ne puisse prétendre à une quelconque indemnité pour quelle que raison que ce soit.

## **ARTICLE 3 - RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION**

### **3.1- Contenu du dossier de consultation des entreprises**

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les éléments suivants:

- Le présent règlement de la consultation (RC),
- L'acte d'engagement (AE) - cadre à remplir,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) - cadre à remplir,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Notice de présentation architecte
- Planning des travaux
- Plan R+1 - R+2 - Élévation façade est
- Plan d'installation de chantier - Rez-de-chaussée et sous-sol
- Détail menuiseries extérieures : type 1 ; type 1b - baie pompiers, type 1c - reprise faux-plafonds ; type 2 ; type 3
- Notice déclaration préalable travaux
- Notice modification ERP (ACAM)
- Quincaillerie et stores
- Caractérisation des vitrages
- PV commission sécurité
- Supméca Inddigo Pré-diagnostic énergétique juin 2022
- Étude acoustique (GENERAL ACOUSTICS)
- Diagnostic amiante

L'ensemble des documents fournis dans le DCE doit être accepté sans modification, ni dérogation, ni complément et renseigné dans leur totalité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **3.2- Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Le pouvoir adjudicateur met à disposition des candidats les documents de la consultation sur son profil acheteur <https://www.achatpublic.com>.

Les soumissionnaires peuvent s'authentifier sur le site en indiquant une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

### 3.3- Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation des entreprises, les candidats ont la possibilité de poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le profil acheteur /plateforme de dématérialisation [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com) dans l'espace dédié aux questions-réponses relatives à la consultation, **au plus tard 10 jours avant la date de remise des offres.**

Les réponses aux demandes de renseignement complémentaire seront communiquées à l'ensemble des candidats qui se sont identifiés au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile. Ils seront, par ailleurs, accessibles en ligne librement et directement.

### 3.4- Visite des lieux d'exécution du marché

La visite du site n'est pas obligatoire, elle est pourtant fortement recommandée.

Elle aura lieu sur place : 3 rue Fernand Hainaut 93407 Saint-Ouen-sur-Seine, **le jeudi 2 mai 2024 à 14h** – se présenter à l'accueil.

Les candidats souhaitant y participer indiquent leur présence sur le profil acheteur /plateforme de dématérialisation [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com) dans l'espace dédié aux questions-réponses en précisant le nom des participants, leur fonction ainsi que leurs coordonnées.

Il est précisé qu'aucune indemnité pour les déplacements occasionnés par la visite ne sera accordée.

Il ne sera pas prévu de visite supplémentaire.

Lors de la visite, les échanges entre les candidats et le (ou les) représentant(s) de l'école seront limités à la seule prise de connaissance du site, sans que ne soit délivrée aucune information dont l'objet serait autre que la seule description physique et fonctionnelle du site.

## **ARTICLE 4 - CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 4.1- Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » comprenant les pièces suivantes conformément aux dispositions des articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la **situation juridique** du candidat :

Libellés
----------



1. Lettre de candidature (formulaire DC1 joint à compléter ou équivalent), comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.
2. Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour l'engager.
3. Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Renseignements concernant la **capacité économique et financière** de l'entreprise :

Libellés
4. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (formulaire DC2 joint à compléter)
5. Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle et attestation d'assurance de garantie décennale

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité juridique et financière

Renseignements concernant les **références professionnelles et la capacité technique du candidat**:

Libellés
6. Trois références significatives similaires au présent marché en termes de technicité liée à la nature du projet indiquant pour chacune la surface et le coût et précisant les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- contenu des travaux</li> <li>- date et lieu du projet</li> <li>- maître d'ouvrage de l'opération</li> <li>- montant HT de l'opération</li> <li>- photos ou tout autre support graphique</li> </ul>
7. Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années -joindre CV et titres professionnels
8. Le candidat devra obligatoirement présenter une qualification OUALIBAT ou OUALIFELEC valable pour les travaux entrepris lui permettant de disposer de la qualification RGE

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) et éventuellement DC4 (déclaration du sous-traitant -nouveau formulaire) joints au dossier de consultation. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) à télécharger ici : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le cas échéant, il est rappelé que le candidat doit clairement identifier, dans son dossier de candidature, les compétences de chacun des membres du groupement y compris pour les sous-traitants éventuels.

## **4.2- Éléments nécessaires au choix de l'offre**

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein d'un dossier « Offre » :

### **1. Un projet de marché comprenant :**

- Un cadre d'acte d'engagement (AE.) dûment complété pour valoir offre de prix
- Le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations.
- **La décomposition du prix global forfaitaire** ou des prix forfaitaires (détail estimatif) incluant l'option, à remplir selon cadre fourni  
Si l'offre est produite par un groupement conjoint d'entreprises, il est précisé le point suivant : La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination des cotraitants est couverte par les prix des travaux qui lui sont attribués. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

### **2. Mémoire justificatif** des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux selon le tableau référencé à l'article ci-après « 5.1.2: Critères de jugement des offres ».

Le descriptif technique, leurs annexes et autres pièces du DCE ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

## **ARTICLE 5 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE**

### **5.1- Jugement des candidatures et des offres**

L'acheteur se réserve le droit d'analyser les offres avant les candidatures comme le permet l'article R.2144-3 du code de la commande publique.

#### **5.1.1- Critères de sélection des candidatures**

Le maître d'ouvrage sélectionnera les candidats sur la base des critères suivants :

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle (fixée à l'article 4.1 3/ du règlement de consultation)
- Capacité financière (fixée à l'articles 4.1 3/ du règlement de consultation)

- Les attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle et garantie décennale

Par ailleurs l'entreprise devra obligatoirement présenter une qualification OUALIBAT ou OUALIFELEC valable pour les travaux entrepris lui permettant de disposer de la qualification RGE (obligatoire pour la valorisation des Certificats d'Économie d'Énergie CEE).

- QUALIFICATIONS SOUHAITEES
  - 3551/3552 - RGE - Fabrication et pose de menuiseries extérieures bois (technique courante ou confirmée) ou un agrément du fabricant qualifié pour assembler et poser ses fournitures.
- EFFECTIF POUR LE CHANTIER
  - 2 à 4 compagnons

### 5.1.2- Critères de jugement des offres

Le marte d'ouvrage choisira l'attributaire du marché sur la base des critères de sélection suivants permettant de choisir l'offre économiquement la plus avantageuse :

<b>Valeur technique : 60%</b> Ce critère sera apprécié au regard de la note méthodologique du candidat permettant d'évaluer les éléments suivants :	<b>60%</b>
1- Moyens humains dédiés : 10% Quel est l'effectif moyen prévu pour ce chantier (nombre hommes/jour) sur toute la durée des travaux <i>La note optimale concerne un effectif supérieur à 4 personnes et la qualification souhaitée (nota la qualification RGE est obligatoire)</i>	10%
2- Gestion du chantier : 10% Description de la gestion et de l'organisation du chantier en site occupé : relation avec les occupants, programmation des travaux, de la sécurité des occupants, de la maîtrise des nuisances, du repli de chantier <i>La note sera estimée selon la qualité de dispositions prises</i>	10%
3- Calendrier de réalisation : 20% Délais de réalisation des travaux (préparations, commande et exécution) et méthode d'approvisionnement sur gestion de chantier <i>La note médiane est le respect des délais prévisionnels</i>	20%
4- Matériaux : 10% Listing des matériaux et fiches techniques conformes au CCTP <i>La note tiendra compte des indications fournies et conformes, celles non conformes ou incomplètes, la note minimale sera attribuée si les indications ne sont pas fournies. Pour obtenir une note optimale, il est essentiel que les informations fournies soient complètes et claires et conformes au CCTP, sinon il pourrait être demandé des clarifications.</i>	10%

5- Garanties : 10% Quelles garanties sont proposées pour tenir les délais, la qualité des prestations et la gestion du chantier (sécurité, sûreté, nuisances) <i>La note sera estimée selon la crédibilité des garanties proposées</i>	10%
<b>2 - Prix : 40%</b> Jugé à partir des éléments contenus dans la DPGF proposée	<b>40%</b>

### 5.1.3- Critère de prix

La note relative au prix des prestations sera appréciée sur la base du prix prévisionnel des prestations (hors option), défini dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

La formule qui sera utilisée pour le calcul de la note du critère prix est la suivante:

$$\text{Note du candidat} = \frac{\text{prix de l'offre du moins disant}}{\text{prix de l'offre du candidat}} \times 40$$

### 5.1.4- Critère de valeur technique

Le mémoire technique doit être limité à 10 pages A4 resto/verso (hors annexes d'illustrations ou fiches techniques). Un mémoire technique qui ne respecte pas ces contraintes verra sa

Une offre sans mémoire technique ne sera pas recevable.

La note maximum est de 60. Elle pourrait être attribuée au candidat qui obtient le maximum de points distribués sur chaque critère.

La formule qui sera utilisée pour la note du mémoire technique est la suivante :

$$\text{Note du candidat} = \frac{\text{note du mémoire technique du candidat}}{\text{note du meilleur mémoire technique}} \times 60$$

### 5.1.5- Synthèse

Toutes les notes (prix+ valeur technique) seront comparées dans un tableau, le mieux disant étant l'entreprise ayant obtenu la meilleure note.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Le pouvoir adjudicateur pourra également procéder à une phase de négociations en se réservant toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. Les négociations ne pourront avoir pour objet de remettre en cause les conditions initiales de la mise en concurrence. Celle-ci s'effectuera par télécopie, courriel ou au cours d'entretien. A l'issue de ces négociations, un nouveau rapport d'analyse sera rédigé prenant en compte les éléments apportés au cours de cette phase.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

## 5.2- Attribution du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 5 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage :

Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique à savoir notamment :

Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents

Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail

Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent

Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés si l'attributaire emploie plus de 20 salariés.

Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

L'attestation d'assurance responsabilité civile et décennale

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle à jour sera à remettre dans le même délai.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

Les candidatures et offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com) pour le **jeudi 23 mai 2024 avant 17h00** sur la plateforme [achatpublic.com](http://achatpublic.com)

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00)

Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures.

Si un nouveau pli de candidature est envoyé par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace le pli précédent qui ne sera pas ouvert.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte uniquement dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde comportant la mention « Ne pas ouvrir et à remettre au service Juridique et Marchés Publics » peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

ISAE-Supméca – Institut Supérieur de Mécanique de Paris  
5 rue Fernand Hainaut  
93407 Saint-Ouen Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles pouvant facilement être lus par la maîtrise d'ouvrage (standard .zip, formats .pdf, .rtf, .jpg, .docx, .xlsx, .pptx, .dwg). Si un format particulier est à envoyer il convient de vérifier auprès du maître d'ouvrage sa possibilité de le lire au stade des questions-réponses.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et de son offre préalablement par un anti-virus.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **ARTICLE 7 - INDEMNITES**

Aucune indemnité ne sera versée aux soumissionnaires, quel que soit le classement de leur offre.

## **ARTICLE 8 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les informations recueillies dans le cadre de la procédure peuvent faire l'objet d'un traitement informatique destiné à analyser la candidature ou l'offre.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, le pouvoir adjudicateur et le candidat disposent, respectivement, d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui la concerne.

## **ARTICLE 9 - VOIES DE RECOURS**

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Montreuil.

Tribunal Administratif de Montreuil.  
7 rue Catherine Puig 93558 Montreuil Cedex  
Courriel : [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr)  
Téléphone : +33 1 49 20 20 00  
Site : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr/>